Document generated on 10/12/2024 1:10 a.m.

Sociologie et sociétés

Le système urbain et la structure de l'inégalité
The Urban System and the Structuring of Inequality
El sistema urbano y la estructura de desigualdades

Elliot BRIAN

Volume 4, Number 1, mai 1972

Le phénomène urbain

URI: https://id.erudit.org/iderudit/001106ar
DOI: https://doi.org/10.7202/001106ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)
1492-1375 (digital)

Explore this journal

Cite this article

BRIAN, E. (1972). Le système urbain et la structure de l'inégalité. *Sociologie et sociétés*, *4*(1), 121–139. https://doi.org/10.7202/001106ar

Article abstract

This article constitutes a critical analysis of different attempts to transplant theoretical concepts coming from other domains - notably social stratification - into urban sociology. These efforts may be explained largely because the socioeconomic transformations which affect cities were not (and cannot be) analysable according to traditional theoretical schemes. The recent works of certain authors, such as those of Pahl and Rex, while being criticisable in many respects, open new paths both for the study of new urban problems and for a theoretical synthesis of more traditional concepts. Indeed, by directing attention towards a study of poverty, towards the phenomenon of cumulative deprivations, towards the situation of recent immigrants, towards the administration of living conditions and towards the government of overall urban systems, these authors have outlined the problem of power, the conceptualization of which should form the basis for all theories of stratification. The studies of urban history, even though most of them were done by historians, have been dominated by traditional perspectives on stratification.

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

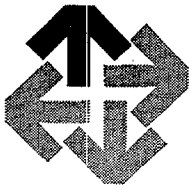
érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le système urbain et la structure de l'inégalité*



ELLIOTT BRIAN

La Grande-Bretagne fut la première société industrielle ; elle fut également la première vraie société urbaine. L'importance des changements économiques et technologiques fut vite reconnue, et des générations de théoriciens de plusieurs disciplines en ont exploré et analysé la portée. L'intérêt pour la nature spécifiquement industrielle de notre société s'est révélé d'une importance capitale en sociologie. L'industrialisme et l'industrialisation ont fait l'objet de maintes études, mais l'urbanisme et les méthodes par lesquelles nos villes ont été créées, n'ont pas reçu la même attention. Dans une vue d'ensemble de la sociologie urbaine en Grande-Bretagne, Ruth Glass, en 1955, a ainsi interprété l'intérêt porté à nos villes : « Ni leurs caractéristiques démographiques et historiques, ni leurs rapports de classes, leur économie ou leur culture n'ont été étudiés systématiquement ; ces aspects n'ont pas fait l'objet même d'une élaboration générale [1]. »

Cette affirmation a été faite à un moment où la sociologie, en Grande-Bretagne, n'était encore que dans son enfance. En tant que discipline académique, elle n'a joui que d'une place précaire dans un petit nombre d'universités. Mais cette situation a changé. De 1960 à 1970, on a créé des Départements de sociologie dans la plupart des universités et collèges et, bien que la recherche ne se soit pas

* Cet article a été traduit de l'anglais par Liliane DeBlois.

1. R. Glass, « Urban Sociology in Britain », *in* R. Pahl (édit.), *Readings in Urban Sociology*, Londres, Pergamon, 1968, p. 47-73.

accrue au même rythme, les catalogues des maisons d'édition attestent une augmentation appréciable de l'information sociologique.

La pauvreté de la sociologie urbaine, notée par Glass, était-elle un simple reflet de la rareté des sociologues diplômés dans la décennie qui a suivi la dernière guerre ? La nouvelle vague de recherches en sociologie a-t-elle changé la situation d'une manière significative ? Il ne semble pas. En dépit des efforts de Ruth Glass et de ses collègues du Centre des études urbaines, en dépit de l'établissement d'un Centre d'études de l'environnement, en dépit de la création d'une Section d'études urbaines à l'Université Birmingham, l'étude de la sociologie urbaine demeure dans un état alarmant. Il existe encore peu d'études comparatives, peu d'enquêtes sur la structure et l'organisation de villes particulières et, ce qui est plus important, seulement quelques essais de formulation d'une théorie réellement indépendante des traditions de l'école de Chicago ou du caractère essentiellement pratique et théorique qui a été, pendant longtemps, la marque distinctive de la production britannique.

Toutefois, même si le tableau général demeure désolant, il existe quelques développements nouveaux qui nous permettent de garder espoir. Dans cet article, nous voulons discuter de l'émergence de quelques idées théoriques, bien qu'elles soient encore mal articulées, qui s'inspirent soit des essais de Raymond Pahl [2], dont le plaidoyer énergique en faveur d'une nouvelle sociologie urbaine est clairement démontré dans l'ouvrage qu'il a publié, soit des auteurs comme Rex et Moore [3] qui, en entreprenant eux-mêmes un ensemble des problèmes spécifiques, ont contribué à développer des idées générales de valeur. Les efforts de prosélytisme de Pahl, autant que les tentatives de Rex pour construire un cadre théorique afin d'approfondir un certain nombre de problèmes urbains, devraient être vus dans le contexte de certaines grandes lignes de recherche qui se sont dégagées depuis dix ans environ.

Durant toute la dernière décennie, on a pris conscience de plus en plus des inégalités de notre société, inégalités qui apparaissent sous leurs formes les plus grossières et les plus insolubles dans nos grandes villes industrielles. La prise de conscience de ces inégalités a contribué à éveiller l'attention du gouvernement qui a publié un certain nombre de rapports sur le sujet. L'ensemble de ces rapports démontre que peu de ces problèmes peuvent être considérés isolément. Ils font double emploi et empiètent les uns sur les autres de diverses manières. Si nous voulons les comprendre, il semble incontestable que nous devions essayer d'élaborer un schéma théorique général. Il serait naïf d'espérer trouver de tels schémas dans les rapports officiels, mais on peut essayer de les découvrir dans les travaux de quelques sociologues théoriciens. Nous croyons qu'il est possible de discerner dans les ouvrages récents d'un petit groupe d'auteurs de sérieuses tentatives pour créer de tels cadres. C'est à cause de leurs efforts pour rattacher étroitement leurs travaux à des problèmes sociaux précis, et de leurs tentatives de donner à la sociologie urbaine une plus grande prise théorique, qu'on a emprunté à un secteur important de la sociologie le concept de la stratification sociale. Pourquoi ces auteurs

2. Voir par exemple R. Pahl, *Readings in Urban Sociology* ; R. Pahl, *Whose City ?*, Londres, Longmans, 1970 ; R. Pahl, *Patterns of Urban Life*, Londres, Longmans, 1970.

3. J. Rex et R. Moore, *Race, Community and Conflict*, Londres, Oxford University Press, 1967.

recourent-ils à ce concept de stratification sociale ? Pour le comprendre il faut esquisser le développement de leurs travaux qui se sont concentrés sur un nombre limité de problèmes sociaux, problèmes de plus en plus définis comme relevant directement de la politique.

LE PROBLÈME DE LA PAUVRETÉ

En Grande-Bretagne comme aux États-Unis, on a vu, dans la décennie de 1960 à 1970, un renouveau de l'intérêt porté à la pauvreté. Il semble exagéré de dire, comme le prétendent certains auteurs, qu'on a « redécouvert » la pauvreté en Grande-Bretagne mais il est vrai que, dans la décennie de 1950, l'« abondance » a intéressé beaucoup plus les sociologues et autres scientifiques sociaux que la pauvreté. Les changements les plus marquants des années d'après-guerre furent attribués à l'amélioration notoire des circonstances économiques en faveur des travailleurs manuels. Ces changements, a-t-on dit, comporteraient des ramifications complexes. Il y aurait changements dans les aspirations et les manières de vivre, dans les engagements et les orientations politiques, et surtout dans la structure des classes de la société [4]. Et tous ces changements découlent de la croissance de la dite « société d'abondance ». Ces vues ont été contestées dans la décennie de 1960.

Depuis la publication de *Income Distribution and Social Change* [5], par Titmus, en 1962, on s'est sérieusement interrogé sur l'efficacité de nos mesures fiscales et de la sécurité sociale pour opérer une redistribution des biens et engendrer le progrès. Peu après, Townsend et Abel-Smith [6] ont remis en question le concept rassurant de société d'abondance en soulevant le fait qu'en 1960 il n'y avait pas moins de 14 % de notre population qui vivait en dessous du « seuil de pauvreté ». L'inquiétude au sujet de la pauvreté a augmenté pendant cette période mais les études, pour la plupart, se sont intéressées surtout à l'analyse des données recueillies, à la définition du problème et, d'une façon générale, à ses causes et à ses conséquences. Une grande partie de la recherche s'est dirigée naturellement vers les questions de politique sociale. Quels changements de politique étaient requis pour empêcher que l'écart entre les riches et les pauvres s'accroisse encore davantage ? Comment les changements de politique arrivent-ils à redresser cet équilibre ? Cet intérêt pour la politique persiste encore. Au moment d'écrire cet article, Townsend et ses collaborateurs viennent tout juste de terminer un examen critique des tendances de la distribution du revenu d'après le ministère du Travail [7]. Leurs commentaires visent directement à entraîner le gouvernement à prendre des mesures propres à en réduire l'inégalité.

4. Voir la discussion de ces thèmes par J. H. Goldthorpe, D. Lockwood, J. Platt et F. Bechhofer, *The Affluent Worker in the Class Structure,* Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

5. R. Titmus, *Income Distribution and Social Change,* Londres, Allen and Unwin, 1962.

6. P. Townsend et B. Abel-Smith, *The Poor and the Poorest,* Occasional Papers on Social Administration, nº 17, Londres, Bell and Co. Ltd., 1965, p. 66.

7. P. Townsend et N. Bosanquet, *Labour and Inequality,* Londres, Fabian Society, 1972.

Bien que Townsend et d'autres auteurs soient sûrement au courant de la complexité du problème de la pauvreté, c'est la publication de l'étude polémique et populaire de Coates et Silburn [8] qui a fait voir combien les divers éléments de la pauvreté sont reliés entre eux. La question qu'ils se sont posée est celle-ci : Comment les pauvres vivent-ils ? Ils se sont alors mis à examiner en détail la physionomie de la pauvreté dans un quartier de Nottingham. La complexité réelle du problème leur apparut clairement. La communauté qu'ils observaient se distinguait par autre chose que son manque d'argent. La population étudiée était aux prises avec des problèmes dépendant les uns des autres. Le « cycle de la pauvreté » dans leur étude comprend non seulement des fluctuations économiques à différents stages du cycle de la vie, mais aussi, et encore davantage un processus par lequel les inégalités économiques se poursuivent de génération en génération. De faibles gains amènent la population défavorisée à se loger dans les quartiers résidentiels les moins désirables et les moins coûteux. L'insuffisance du logement va de pair avec une insuffisance des services scolaires [9]. Ainsi, les enfants, issus de foyers privés de confort et dépourvus de ressources financières adéquates, sont éduqués dans des écoles qui, fréquemment, manquent des commodités les plus essentielles et d'un personnel adéquat. Ce n'est pas surprenant que beaucoup en ressortent avec la seule ambition de trouver une occupation de domestique peu rétribuée. Ainsi, comme les nombreuses privations s'enchaînent, s'entretiennent et se perpétuent, le cycle recommence [10].

L'importance de cette étude tient à la description de processus situés au niveau local. Bien que le système capitaliste même puisse être considéré comme la cause ultime de la pauvreté, les politiques du gouvernement central, l'expérience de la pauvreté vécue jour après jour, sont fortement influencées par ce qui se passe à l'intérieur du système urbain local. Les politiques nationales concernant le logement, le bien-être ou l'éducation sont appliquées par l'autorité locale. Elles sont donc sujettes à l'interprétation ou à la discrétion des hommes politiques et des administrateurs locaux. Coates et Silburn ont souligné l'importance cruciale d'étudier ces processus de médiation et d'interprétation à ce même niveau ; cela s'applique bien à la thèse générale de Pahl qui dit qu'on peut utilement concevoir la ville comme un système de distribution de ressources insuffisantes. En effet, comme nous essayerons de le démontrer plus tard dans cet article, sa conception de la ville doit énormément à ces études sur la pauvreté [11].

LE PROBLÈME DU LOGEMENT

Un autre problème fréquemment relié à celui qui a soulevé une bonne dose d'attention durant la décennie de 1960 à 1970 est celui de l'insuffisance du logement dans plusieurs quartiers urbains. Peu après 1960, l'indignation fut grandement soulevée, surtout à Londres, par les récits des journaux concernant l'escroquerie du logement. C'est cette situation qui a provoqué l'organisation du Comité

8. K. Coates et R. Silburn, *Poverty. The Forgotten Englishmen,* Harmondsworth, Penguin Books, 1970.

9. *Children and Their Primary Schools,* rapport du Central Advisory Council for Education (Rapport Plowden), H.M.S.O., 1967.

10. K. Coates et R. Silburn, *Poverty. The Forgotten Englishmen,* p. 38.

11. R. Pahl, « Urban Social Theory and Research », *in Patterns of Urban Life,* p. 209-225.

Milner Holland sur le logement à Londres [12]. On lui a confié la responsabilité d'étudier la situation du logement dans la métropole en portant une attention spéciale à la quantité disponible de logements à louer ; il devait également explorer à fond les relations entre les propriétaires et les locataires. Le rapport de ce comité et plusieurs enquêtes subséquentes ont eu pour effet d'attirer l'attention sur les imperfections de la politique actuelle du logement et, en particulier, sur l'insuffisance à la fois du secteur public et du secteur privé pour satisfaire aux besoins de ceux qui ont les problèmes financiers et personnels les plus pressants. Au moment où le public était déjà alerté sur plusieurs de ces problèmes, la présentation à la télévision de la pièce de Jeremy Sandford *Cathy Come Home,* décrivant la situation désespérée des sans-logis, causa un véritable choc. Une vague d'indignation publique provoqua l'établissement de l'Organisation Shelter (abri), et remit en question la confiance en l'efficacité de l'État providence. La situation des sans-logis continua à être un thème majeur de la discussion du logement dans la décennie de 1960 à 1970. La meilleure et la plus récente analyse du problème est l'enquête faite par le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale sous la direction de John Greeve [13].

La fin de la décennie fut une période de ralentissement économique. Les politiques de « gel des salaires » et de « restrictions volontaires », de même que les limites sévères du crédit et les taux élevés d'intérêts, ont eu pour effet de rendre encore plus difficile aux travailleurs manuels l'accès à des logements satisfaisants. Autre facteur défavorable : les programmes de renouveau urbain et de rénovation du centre des grandes villes ont presque invariablement diminué le stock de logements, surtout dans les quartiers du centre où les pauvres et les nouveaux immigrants sont inévitablement concentrés. La solution traditionnelle au problème était de développer de grands domaines municipaux à même les régions de banlieue ; les effets de cette politique ne peuvent être nulle part plus apparents qu'en Écosse. Plus de la moitié de la population y vit dans des habitations construites par l'administration publique. On peut donc constater, dans les plus grandes villes, les conséquences de cette forme de relogement. Les pauvres, selon l'expression des urbanistes, sont « décantés » (*decanted*) des régions centrales, pourtant recherchées à cause de la proximité d'un grand nombre de centres récréatifs et de services communautaires, et relogés à la périphérie dans de grands ghettos réservés à la classe ouvrière. Depuis des années, ces programmes de rénovation et de redistribution urbaines ont fait l'objet d'un grand nombre d'études sociologiques. Celles qui ont été poursuivies de 1950 à 1960 ont formé ce que Glass a appelé le « bric-à-brac » de la sociologie urbaine. Cependant, ces programmes de rénovation ont suscité, durant ces dernières années, des analyses plus détaillées [14], et l'on peut se rendre compte déjà que les gens impliqués dans le déménagement s'intéressent de plus en plus aux urbanistes et à leurs plans. À la suite du rapport de Skeffington sur ce thème [15], il y a eu beaucoup de discussions sur l'utilité de la participation publique à la profession d'urbaniste. De tout cela,

12. *Report of the Committee on Housing in Greater London* (Rapport Milner Holland), H. M. S. O., 1965.

13. J. Greeve, D. Page et S. Greeve, *Homelessness in London,* Edinburgh, Scottish Academic Press, 1971.

14. Voir N. Dennis, *Planning and People,* Londres, Faber and Faber, 1970.

15. *People and Planning,* rapport du comité Skeffington sur la participation publique dans l'organisation, H. M. S. O., 1969.

il est évidemment résulté bien du mécontentement dans le public contre les décisions apparemment arbitraires des protagonistes des systèmes urbains. Des groupes d'« action communautaire » sont apparus, aussi bien dans les quartiers vétustes destinés à être rénovés que dans les banlieues en expansion. Ces groupes réclament la « réhabilitation » plutôt que la destruction des quartiers centraux des villes, et une répartition plus équitable des services communautaires publics entre le centre et la périphérie. Dans un petit nombre de cas, les groupes d'actions et les associations de locataires suivent la ligne établie par les recommandations de Plowden sur l'éducation élémentaire [16], et exigent une « discrimination positive » ou un « plan d'aménagement compensatoire » (*compensatory planning*) en faveur du citadin défavorisé. L'échec des plans du gouvernement britannique en matière de logement est alors devenu un objet de vifs débats politiques qui ont influencé non seulement les programmes des principaux partis politiques mais aussi, à la base, les groupes et associations réactionnaires. Comme Pahl le note [17], il y a des signes positifs de prise de conscience par les sous-privilégiés du système urbain. Leurs protestations et, à l'occasion, leurs démonstrations, révèlent que ce n'est pas seulement à cause de la politique du logement qu'ils s'objectent. Leurs attaques sont plutôt dirigées contre la structure même du système qui, bien qu'il semble apparemment vouloir améliorer les conditions du logement, contribue à les appauvrir d'une autre façon. Comme pour la question de la pauvreté, il y a prise de conscience grandissante que la distribution des logements, celle des écoles, des avantages sociaux et des divers services récréatifs et culturels sont des éléments dépendant étroitement les uns des autres. Nous assistons, nous semble-t-il, à d'importants développements dans la nature des politiques urbaines, développements qu'aucune sociologie urbaine ne peut plus ignorer.

LE PROBLÈME DES IMMIGRANTS

Le troisième problème social important de la dernière décennie est celui de l'immigration. Peu de sujets ont soulevé autant de passion tant au niveau local qu'au niveau national. Les campagnes électorales ont fourni un spectacle peu édifiant de politiciens qui ont cherché à exploiter ou à encourager bassement un certain nombre de préjugés et de craintes. Le problème de l'immigration est, de toute évidence, essentiellement un « problème de couleur » ; le vitriol est distillé par une xénophobie qui identifie la peau noire à l'emblème parfait de l'étranger. Ce n'est pas notre intention d'analyser ici la littérature des relations raciales en Angleterre ; notre seul but est de démontrer comment les constatations recueillies dans plusieurs études bien connues peuvent servir à compléter notre connaissance des matières discutées précédemment et comment l'ensemble de ces études a stimulé l'établissement d'un cadre conceptuel commun.

Comme Elizabeth Burney [18] le laisse entendre, l'immigrant nous fournit un test crucial pour évaluer la capacité de nos institutions politiques, économiques et sociales à faire face aux problèmes des pauvres, des faibles et des défavorisés.

16. Rapport Plowden, *Children and Their Primary Schools.*
17. R. Pahl, « Poverty and the Urban System », *in* M. Chisholm et G. Manners, *Spatial Policy Problem in the British Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, p. 126-145.
18. E. Burney, *op. cit.*, p. 2.

Les travaux de ce sociologue et d'autres chercheurs révèlent que l'examen de la situation du logement des immigrants met au jour l'échec de notre système qui se devrait d'assurer chance égale à chacun. Bien que le degré de concentration des populations immigrantes ne soit nulle part suffisant pour parler de « ghettos noirs », leur tendance à s'agglomérer dans de telles « zones de passage » est évidente. Il existe des quartiers où les maisons, qui étaient autrefois des résidences individuelles pour les familles de classe moyenne, sont maintenant subdivisées et fréquemment encombrées. On trouve aussi des quartiers qui offrent refuge à ceux qui ne satisfont pas aux exigences requises pour se loger ailleurs [19]. Des études sur le logement à Londres démontrent clairement que c'est dans de tels quartiers qu'on trouve la plupart des immigrants ; ceux-ci habitent des maisons subdivisées et encombrées qu'ils louent individuellement [20]. Peu ont accès aux centres domiciliaires publics en partie, comme le démontre Burney, parce qu'ils ne répondent pas aux critères d'éligibilité, en partie parce que les pouvoirs arbitraires confiés aux autorités locales permettent d'user de formes diverses de discrimination plus ou moins subtiles à leur égard [21]. Il est évident que le mode de distribution des logements dans nos villes fournit une gamme de contraintes qui forcent la majorité des immigrants à louer les propriétés les moins désirables ou à acheter quelques-unes des résidences les plus grandes qui offrent la possibilité d'être converties pour une occupation multiple. L'analyse la plus détaillée de ces processus se trouve dans l'étude de John Rex et Robert Moore sur Sparkbrook à Birmingham [22]. Ces auteurs montrent comment les groupes d'immigrants forcés de s'établir de cette façon, sont devenus les premières cibles des attaques des autorités municipales à cause du problème de l'encombrement. C'est le propriétaire immigrant qui a le plus souffert de la lutte engagée par la municipalité contre l'occupation multiple. De plus, comme Rex et Moore le font remarquer, l'existence de ces conditions et, évidemment, l'existence de groupes de propriétaires immigrants s'expliquent en grande partie par l'insuffisance du marché du logement, dans le secteur privé et le secteur public, à satisfaire à la demande des nouveaux arrivants. Les propriétaires et leurs logements fournissent ce que la municipalité n'a pu faire. L'immigrant souffre de trois désavantages principaux : 1) Il est typiquement pauvre et, alors, ne peut acheter une maison confortable ; 2) Il est nouveau et, donc, inéligible pour être accepté dans un logement public ; 3) Il est « de couleur » et, par conséquent, la proie de discrimination aussi bien dans le logement que dans d'autres domaines. Quelques-uns parviennent, en empruntant de l'argent, à acquérir un capital qui leur permette d'acheter une vieille propriété qu'ils peuvent sous-louer ensuite pour couvrir les taux exorbitants d'intérêts ; mais lorsqu'ils réussissent à le faire, ils deviennent l'objet d'une grande hostilité de la part de la municipalité et des autres résidents du quartier.

19. Pour discuter de ce point et aussi pour considérer les différences entre les zones « résiduelles » et les zones de « passage », voir E. Gittus, « Sociological Aspects of Urban Decay », *in* D. Medhurst et J. Lewis, *Urban Decay*, Londres, Macmillan, 1969.

20. Voir par exemple R. Haddon, « A Minority in a Welfare State : Location of West Indians in the London Housing Market », *New Atlantis*, vol. 2, nº 1, 1970, p. 80-133. Il y a de bonnes vues d'ensemble sur le logement de l'immigrant dans E. Rose *et al.*, *Colour and Citizenship*, Londres, Oxford University Press, 1969, ou dans la version abrégée mise à jour du rapport de N. Deakin, *Colour, Citizenship and British Society*, Londres, Panther Books, 1970.

21. E. Burney, *op. cit.*, chap. III, p. 58-78.

22. J. Rex et R. Moore, *Race, Community and Conflict*.

Les problèmes et les tensions au sujet du logement, aussi bien que des services éducatifs et sociaux, existaient avant l'arrivée de l'immigrant. Leur présence, leur visibilité, n'ont servi qu'à mettre en relief les déficiences fondamentales de nos institutions.

Nous avons discuté de la condition de l'immigrant touchant ses problèmes de logement. Nous aurions pu également montrer les difficultés qu'il rencontre pour s'instruire ou pour trouver du travail. Le fait important est que l'arrivée d'un nombre imposant d'immigrants de couleur a contribué à soulever au grand jour un problème social et, inévitablement, à attirer l'attention des sociologues. Le problème de l'immigration a engendré une série d'études dont l'une a été la source d'essais explicites pour formuler un schéma théorique. Celui-ci, nous l'espérons, contribuera à développer la sociologie urbaine en général.

REX ET LA THÈSE DES TYPES DE LOGEMENTS

La thèse des « types de logements » fut d'abord émise par Rex et Moore [23], mais en tant que schéma théorique, elle est plus clairement définie dans l'article de Rex publié dans *Readings in Urban Sociology* [24]. Dans cet article, l'auteur traite la ville comme un système social et cherche à expliquer avec précision la structure de communauté dans la zone de passage. L'idée maîtresse de la thèse est que le marché du logement, comme le marché du travail, donne naissance à des groupes qui ont sur le marché des emplois et des intérêts communs. Rex propose d'appeler ces groupes, « types de logements », et il les différencie comme suit : 1) Les propriétaires de droit de grandes maisons dans des zones valorisées ; 2) Les payeurs d'hypothèques qui possèdent des maisons complètes dans des zones valorisées ; 3) Les locataires de logements à prix modique construits par le Conseil * ; 4) Les locataires de taudis appartenant au Conseil et destinés à la démolition ; 5) Les locataires et les propriétaires de maisons privées, d'ordinaire dans le centre urbain ; 6) Les propriétaires de maisons qui doivent prendre des locataires pour rembourser leur emprunt ; 7) Les chambreurs [25].

La forme particulière des relations entre groupes ethniques, la formation des conflits et leur solution, peuvent s'expliquer en grande partie par les diversités d'intérêts liées à la diversité de l'habitation. Ceux des catégories 1 et 2, qui sont propriétaires, et ceux qui sont logés dans des habitations construites par le Conseil, ont des intérêts différents, mais tous deux sont intéressés à maintenir leur position relativement privilégiée comparée à celle des immigrants qui ne répondent pas aux qualités requises pour avoir accès à ces formes d'habitation. « Ainsi, les politiques locales engendrent habituellement un conflit entre deux sortes de droits acquis, et, d'autre part, entre ceux qui détiennent ces droits et les étrangers [26]. »

Le quartier qui a fait l'objet d'une étude spéciale de la part de Rex et Moore ne représente pas tous les types de logements. La zone de passage comprend des

23. J. Rex et R. Moore, *Race, Community and Conflict.*
24. J. Rex, « The Sociology of a Zone in Transition », *in* R. Pahl, *Readings in Urban Sociology.*
* Le Conseil est un organisme public qui s'occupe de construire des logements sociaux. (*N. D. T.*).
25. *Ibid.*, p. 215.
26. *Ibid.*, p. 215.

propriétaires de maisons de chambres, des propriétaires de logements, des habitants de taudis qui vivent dans des propriétés du Conseil et des locataires de maisons privées. Les immigrants se sont concentrés dans des propriétés à titre de locataires ou de propriétaires. Le travail de recherche a commencé par explorer les modes de conflits qui se sont élevés entre ces nombreux groupes ; les auteurs ont fait voir les diverses manières dont s'entrecroisent les intérêts selon les groupes ethniques et les types de logements. Quelques-uns des conflits les plus intéressants se sont centrés sur les immigrants propriétaires, groupe traité en paria [27], dont les activités menaçaient les intérêts des autres « types ». De plus, les propriétaires devinrent les « boucs émissaires » des attaques municipales sous certains aspects du problème du logement. Le fait que ce gens puissent avoir été forcés d'acheter ces propriétés par le fonctionnement du marché de l'argent à court terme, par des prêts à intérêts élevés, par des remboursements impossibles sans location multiple et sans fraude, a été complètement négligé par les fanatiques de l'Hôtel de ville.

L'étude de Rex et Moore fait clairement ressortir que les modes de conflits ne sont pas simplement d'ordre racial. La structure des alliances et des oppositions n'a pas été forgée seulement par les préjugés raciaux. Elle s'est plutôt développée par l'intérêt, intérêt engendré par le fonctionnement d'un certain marché du logement.

Les arguments de Rex n'ont pas comme simple but d'expliquer la situation d'une zone particulière de passage. La thèse des types de logements prétend de toute évidence s'appliquer à la ville en général. La question est : jusqu'à quel point ce plan conceptuel est-il adéquat ?

En étudiant l'article, le premier point qui mérite peut-être un commentaire est l'insistance de Rex pour que nous traitions la ville en système autonome. Dans les années récentes, il a été à la mode de soutenir qu'il n'était pas nécessaire de concevoir un champ d'études distinct pour la « sociologie urbaine » puisque notre société est entièrement urbaine. À mesure qu'augmentera notre compréhension de la structure et de l'organisation de notre société, nos théories s'étendront ainsi à la sociologie de la ville. Cette affirmation est confirmée par le fait que les centres urbains des sociétés industrielles ne sont pas indépendants, ne sont pas des entités autonomes comme le furent certaines villes médiévales. Ils sont maintenant subordonnés à la nation État et ont ainsi perdu leur caractère distinctif. Ceux qui émettent de tels raisonnements semblent avoir accepté trop aisément le fameux énoncé de Martindale : « L'ère de la ville semble être arrivée à sa fin [28]. »

Rex aimerait que nous partagions une opinion différente. Il mentionne que plusieurs processus peuvent être utilisés avec succès dans l'étude d'une ville. Pahl [29] partagerait sûrement cette opinion ; il soutient que nous devrions concevoir la ville comme un système de distribution d'allocations de ressources peu abondantes, et aussi comme un marché du logement, point sur lequel Rex a concentré son attention et qui s'adapte bien à ce thème. Cela semble être l'un

27. Pour discuter de ce thème et avoir une bonne critique de Rex, voir R. Haddon, « A Minority in a Welfare State... », *New Atlantis*, vol. 2, nº 1, 1970, p. 126.

28. D. Martindale, « Prefactory Remarks : The Theory of the City », introduction à M. Weber, *The City*, New York, *in* The Free Press, 1958, p. 58.

29. R. Pahl, « Urban Social Theory and Research », *in Patterns of Urban Life*, p. 209-225.

des points majeurs sur lesquels les écrivains récents sont d'accord. Si nous prenons la ville comme unité d'analyse, nous pouvons étudier le fonctionnement non seulement d'un seul marché, disons le logement, mais aussi comprendre l'interaction qui unit plusieurs marchés. Les études sur la pauvreté discutées précédemment démontrent fermement le besoin d'approfondir avec exactitude cette sorte d'intercommunication entre le logement, l'éducation et les autres ressources. Nous devons examiner les processus de distribution au niveau local parce que notre société n'est pas vraiment centralisée en profondeur. Si un doute subsiste quant à la latitude des autorités locales d'interpréter les politiques du gouvernement central ou de formuler leurs propres politiques, l'étude de Sparkbrook fournit alors un avertissement salutaire. En poursuivant ses attaques contre cette sorte de quartiers surpeuplés que Rex et Moore ont étudiés, la ville de Birmingham a demandé et reçu des pouvoirs spéciaux de Westminster. Ces pouvoirs lui ont permis de contrôler la croissance de cette forme de logements où la plupart des immigrants étaient concentrés [30].

Un deuxième trait à noter sur le thème de Rex et Moore est que son orientation de base vient de Weber et, spécialement, de l'étude de celui-ci dans « Class, Status and Party [31] ». Rex s'est saisi de l'opinion émise par Weber affirmant que nous devrions considérer la possession de maisons d'habitation comme l'un des facteurs produisant des rapports entre les classes. La classe, selon Weber, n'est pas seulement une question de possession ou de non-possession de propriétés productives. Sa définition est centrée sur les « possibilités de revenus » fondées sur la capacité d'écouler les marchandises et de vendre les services [32]. La maison d'habitation devrait figurer parmi la « marchandise » à écouler. Cependant, quand nous étudions les types de logements de Rex, nous découvrons qu'il n'a pas du tout approfondi la question de l'« écoulement ». En effet, le seul groupe qui utilise la propriété comme source de revenus est celui du propriétaire immigrant, et même là, l'auteur semble considérer la position d'une propriété comme une réaction contre les contraintes du marché du logement. Il fait état du logement simplement en fonction de son utilité comme abri. Il le conçoit en terme de *consommation* et porte une attention insuffisante à son emploi possible comme source productive, comme moyen de gagner sa vie. Cela étant le cas, son utilisation du terme « classe » est trompeuse et certainement pas en concordance avec l'usage qu'en fait Weber. Ce qu'il a défini est un ensemble de « situations de logements », chacune pouvant produire des intérêts particuliers, mais pouvons-nous vraiment les voir comme des « intérêts de classes » ? Sûrement pas !

Les travaux de Rex se fondent de façon différente sur les idées webériennes. Il prétend, dans un essai d'explication de la vie culturelle et sociale du quartier observé par Burgess, que la zone de passage venait évidemment de là. L'accent mis par l'école traditionnelle de Chicago sur la « compétition » est inadéquat. Ce dont on a besoin, dit-il, c'est : « ... une description d'actions rendant compte de l'usage des terrains et des édifices selon l'« orientation d'actions » propre à chacun des types de résidents [33] ».

30. Pour discussion de ce thème, voir N. Deakin, *Colour, Citizenship and British Society*, p. 159.

31. M. Weber, « Class, Status and Party », *in* H. Gerth et C. W. Mill, *From Max Weber : Essays in Sociology*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1948, p. 180-195.

32. *Ibid.*, p. 181.

33. J. Rex, « The Sociology of a Zone in Transition », *in* R. Pahl, *Readings in Urban Sociology*, p. 212.

Mais la discussion de ces orientations d'actions est sérieusement inhibée par les points faibles mentionnés plus haut. Vu l'importance qu'il attache à la propriété en tant qu'élément de consommation, Rex oublie ce fait primordial que, pour certains groupes y compris peut-être quelques-uns des propriétaires, la location d'une propriété peut fournir un moyen substantiel de gagner sa vie. La possibilité que la possession d'une maison puisse avoir, pour certains groupes, une puissante signification symbolique n'est pas prouvée. Il y a cependant des raisons de croire que pour certains groupes d'immigrants la possession d'une maison d'habitation satisfait à des désirs d'entrepreneur (*entrepreneurial motives*). Nous devrions sûrement envisager la possibilité de penchants très marqués pour la possession, décrits par Burney [34] dans son analyse des groupes différenciés par pays d'origine, qui puissent s'expliquer par une tendance à s'acheter des maisons d'habitation autant que par les « contraintes » [35].

Il vaudrait aussi la peine de se demander si la possession d'une propriété ne pourrait pas représenter, au moins pour quelques-uns des nouveaux venus, comme pour les immigrants du XIXe siècle aux États-Unis, une sorte de protection contre la mobilité de l'emploi. Thernstrom [36] a étudié en profondeur l'importance de la possession d'une propriété chez les immigrants de Newburyport entre 1850 et 1880, et il est fort possible qu'un processus similaire fonctionne en Grande-Bretagne.

Le dernier point que nous allons traiter peut faire l'objet de critique. Rex semble accepter l'idée qu'il existe dans la ville une méthode généralement acceptée pour évaluer les différentes situations de logements. Dans la description qu'il fait du premier type de logement : « les propriétaires de droit de grandes maisons dans des zones valorisées », il se réfère en réalité aux propriétaires de maisons dans des quartiers *de banlieue*. Cela, naturellement, concorde avec le modèle de Burgess, mais Rex aurait-il poursuivi davantage sa thèse d'orientation d'actions, qu'il aurait sans doute commencé à s'interroger sur cette hypothèse. L'étude de la « signification du logement » ou de la tendance à s'acheter des maisons d'habitation est jusqu'ici peu avancée, mais quelques études suggèrent l'existence d'attitudes plus diversifiées que Rex ne le suppose [37] à l'endroit des divers régimes de propriété et des quartiers où sont situées les habitations.

De cette brève discussion des travaux de Rex, il résulte que son modèle a des limites sérieuses, mais nous ne devrions pas conclure pour autant qu'il devrait être abandonné complètement. En fait, Rex fournit plusieurs idées valables conformes aux idées émises par Pahl. Les plus saillantes peuvent se résumer comme suit :

1. La ville vue comme un *système*. Cela présente des avantages heuristiques évidents, mais, si l'on traite la ville comme un système fermé, comme le font les sociologues industriels pour l'usine, il découle certains dangers réels. Cependant, étant donné que très peu de sociologues britanniques ont tenté d'étudier sérieu-

34. E. Burney, *op. cit.*, p. 33.

35. Voir par exemple J. Davis et J. Raylor, « Race, Community and No Conflict », *New Society*, nº 406, 9 juillet 1970.

36. S. Thernstrom, *Poverty and Progress*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964.

37. Voir par exemple W. Michelson, *Man and His Urban Environment*, Reading (Mass.), Addison-Wesley Publishing Co., 1970, et plus étroitement lié aux idées de Rex, D. McCrone, *Orientations to Housing*, thèse de M.Sc. non publiée, University of Edinburgh, 1970.

sement de cette façon la sociologie d'une ville, cet aspect du schéma de Rex est important ;

2. L'importance du *conflit*. Bien que nous n'acceptions peut-être pas de considérer ce conflit comme un « conflit de classes », selon l'expression de Rex, l'insistance qu'il y porte est vraiment valable. Dans la mesure où la sociologie urbaine en Grande-Bretagne a suivi jusqu'à un certain point la ligne écologique de Chicago, nous ne devons pas nous surprendre de trouver que le conflit n'a pas été traité sérieusement. Dans la théorie originelle de Chicago, avec sa curieuse dichotomie entre « ordre moral » et « ordre biologique » (*biotic*), le conflit appartient à l'ordre moral, et a été ainsi traité de façon superficielle dans des analyses écologiques [38] ;

3. *L'orientation d'actions*. Cette orientation est très utile, parce qu'elle aide à rompre avec les études économiques qui, selon nous, ont un potentiel limité pour le développement de la théorie sociologique. De plus, si nous cherchons pour la sociologie urbaine un rapprochement plus étroit avec les développements d'autres secteurs de cette discipline, ce point de vue a des avantages indéniables ;

4. La préoccupation du *pouvoir*. La prédilection de Rex pour la théorie webérienne anime toute sa théorie ; nous devons accepter le fait évident que lorsque Weber parle de stratification, c'est la distribution du pouvoir dans la société qui l'intéresse en réalité. La notion de types de logements essaie alors de déterminer la structure de certaines sortes d'inégalités dans le système urbain. Ces inégalités sont le produit de différences dans la distribution du pouvoir économique, social et politique. En étudiant les conflits entre les groupes qui ont des intérêts différents, nous explorons maintenant le mécanisme par lequel le pouvoir est maintenu ou redistribué.

Nous pouvons maintenant essayer de voir comment ces idées peuvent être reliées aux écrits de Pahl. Il y a plusieurs sources d'où l'on peut tirer quelque impression de sa conception de la sociologie urbaine. Son essai d'introduction dans *Readings in Urban Sociology* [39] révèle l'origine de plusieurs de ses intérêts principaux, mais le meilleur exposé d'une opinion précise se trouve dans son essai : « Urban Social Theory and Research [40] ».

De toute évidence, l'auteur désire, comme Rex, nous faire considérer la ville comme un système et, encore comme Rex, nous intéresser à explorer les mécanismes qui gouvernent la distribution des ressources. Il est très explicite sur ce sujet. C'est la tâche de la sociologie urbaine d'examiner à fond le fonctionnement de plusieurs marchés ou de plusieurs systèmes bureaucratiques pour la distribution de ressources peu abondantes. Nous devrions étudier comment se fait la distribution de l'emploi, de l'éducation et du logement mais, en même temps, nous devrions aussi considérer une grande variété de centres récréatifs et utilitaires dont l'autorité locale a la responsabilité. La qualité de la vie dans un quartier urbain ne dépend pas seulement de l'emploi, de l'instruction disponible et de l'habitation. Nous devons savoir quelles sortes de dispositions sont prises pour les services récréatifs et commerciaux. Nous devrions nous intéresser à la distri-

38. Voir M. Alihan, *Social Ecology : A Critical Analysis*, New York, Cooper Square Publisher Inc., 1964.

39. R. Pahl, « A Perspective on Urban Sociology », *in* R. Pahl, *Readings in Urban Sociology*, p. 3-44.

40. R. Pahl, « Urban Social Theory and Research », *in Patterns of Urban Life*, p. 209-225.

bution des services sociaux et médicaux autant qu'à la répartition des dépenses ou, ce à quoi les urbanistes se réfèrent lorsqu'ils parlent d'« infrastructure ». Ainsi, en exposant les nombreux systèmes de distribution, Pahl va plus loin que la plupart des autres auteurs qui ont adopté cette perspective. Il fournit un compte rendu en quelque sorte plus détaillé de la variété des ressources. Leur distribution ne se fait pas au hasard et devrait faire, dit-il, l'objet de nos investigations.

Ce thème a évidemment continué de l'intéresser depuis quelque temps. Il l'a traité à fonds dans l'article publié récemment dans le livre de Chisholm et Manners [41]. Dans cet article, il étudie, selon son expression, les « mécanismes cachés » de la redistribution qui, comme il essaie de l'expliquer, fonctionnent très fréquemment au désavantage des groupes les moins privilégiés. Là aussi, il va au-delà des préoccupations habituelles pour investiguer, sous une forme très expérimentale, l'organisation des nombreux services et centres communautaires. C'est dans ce contexte qu'il met en relief le plus clairement la relation entre cette perspective et certaines perspectives habituelles des recherches sur la stratification sociale. En effet, si le système urbain fonctionne de la manière qu'il suggère, cela entraîne de lourdes conséquences pour la structure de l'inégalité. Les formes de la pauvreté et les moyens par lesquels les privilèges se maintiennent, sont intimement liés à l'administration et à la direction des centres urbains. Il pourrait avec raison prétendre que, dans les études britanniques sur la stratification, nous n'avons pas souvent, pour essayer de comprendre les formes de l'injustice, entrepris des recherches détaillées à ce niveau. Trop fréquemment, nous nous sommes fiés à certaines notions éprouvées qui attribuent aux structures de l'occupation et de l'industrie, dans la société en général, les principales sources de différenciation. Cela peut convenir à plusieurs fins. Cependant, il est non seulement légitime mais nettement nécessaire d'étudier la dynamique des systèmes locaux de classes et de statuts reliés à la fois à leurs caractéristiques distinctives et à leurs relations à un niveau plus vaste, avec les systèmes nationaux.

Un deuxième trait de l'approche de Pahl, qui motive une discussion, est son insistance sur les contraintes du système urbain. Dans cette prise de position, il s'engage consciemment dans une polémique contre l'opinion qui met en relief la « diversité » et le « choix ». Cette dernière perspective jouit de l'appui général des urbanistes de Grande-Bretagne, et peut être retracée dans les travaux de plusieurs commentateurs du milieu urbain. L'insistance sur le choix est compréhensible dans le contexte américain où l'on met l'accent sur l'autonomie locale et la démocratie populaire, la répugnance à accepter des faveurs de l'État et le système rudimentaire d'habitations publiques à prix modique. Mais l'acceptation facile du choix par les urbanistes britanniques est alarmante pour bien des raisons. Elle semble indiquer un manque de goût pour l'étude approfondie (*sophistication*), l'incapacité de comprendre l'ampleur du développement de notre société et, pour des raisons idéologiques autant que pragmatiques, la fin du marché libre en matière de santé, de bien-être et d'éducation aussi bien que de logement.

Lorsqu'il traite du thème de la « contrainte », Pahl fait ressortir deux aspects différents mais qui, selon lui, sont reliés : les contraintes *spatiales* et les contraintes *sociales*. Il insiste sur le fait que la distribution inégale d'un grand nombre de

41. R. Pahl, « Poverty and The Urban System », *in Spatial Policy Problem in the British Economy*.

ressources, objet de son étude, est le produit d'une combinaison de contrainte spatiale et de contrainte sociale. À cause de leur distribution dans des quartiers spécifiques, comme les taudis ou les domaines d'habitations municipales, certains groupes ne peuvent avoir accès même à quelques-unes des rares ressources disponibles. En même temps, ces groupes ainsi que d'autres, pour des motifs strictement sociaux, ont bien peu de chances d'obtenir autant que d'autres les biens et les services. Plus concrètement, Pahl remarque, en ce sens, comment l'institutionnalisation des règles et des procédures bureaucratiques, et l'établissement de critères d'éligibilité, créent des contraintes. On peut étudier alternativement les contraintes sociales en se référant aux fonctions des « portiers » et des « gardiens » de l'ordre social qui donnent, selon leur discrétion, accès aux rares ressources. Globalement, la situation, structurée d'après les contraintes sociales et les contraintes spatiales, peut être appelée système socio-écologique ou socio-spatial [42].

Cette expression, système socio-écologique, apparaît encore de temps en temps dans les ouvrages de Pahl et, cependant, la composante spécifiquement écologique et spatiale nous semble vraiment apporter une très faible contribution à ses idées générales. Si l'auteur dit que ceux qui, par exemple, vivent dans des domaines d'habitations publiques situés en périphérie souffrent de différentes privations simplement à cause de leur milieu physique ou de la nature de l'environnement qu'ils habitent, on ne peut rien objecter. Mais les problèmes d'intérêt sociologique touchent en premier lieu les raisons de leur présence dans ces quartiers ou les raisons du manque de biens, de ressources ou de services dans ces districts. En résumé, les contraintes spatiales sembleraient apporter une contribution indépendante peu importante à notre compréhension de la structure de l'inégalité, du moins comme Pahl traite ce sujet [43]. Nous pourrions peut-être expliquer son attachement aux aspects écologiques en nous référant à ses racines intellectuelles. Pahl a commencé sa carrière comme géographe et il est évident qu'en Grande-Bretagne ces aspects de l'écologie, qui furent à un moment donné la préoccupation primordiale des sociologues, sont maintenant passés aux géographes [44].

L'intérêt de Pahl, pour les contraintes sociales, l'incline à croire que ce qui est nécessaire, c'est une série d'études sur le fonctionnement des divers règlements bureaucratiques et sur les fonctions des administrateurs du système urbain. Le rôle de ces derniers semble crucial parce qu'ils possèdent le pouvoir de déterminer la répartition des rares ressources. Jusqu'à maintenant, nous savons très peu de chose sur ces questions. Les implications politiques du travail effectué par des gens comme les administrateurs du logement, les planificateurs urbains ou les fonctionnaires du bien-être, de la santé et des services éducatifs, ont sans doute rendu les perspectives de recherches plutôt décourageantes. Néanmoins, si jamais nous désirons comprendre comment fonctionnent les systèmes de distribution, nous devons explorer ces domaines. Nous devons aussi connaître davantage les

42. R. Pahl, « Urban Social Theory and Research », *in Patterns of Urban Life*, p. 215.

43. On pourrait, naturellement, objecter que si l'on étudie, par des contacts quotidiens, le mode de relations sociales dans un secteur donné, l'établissement ou le maintien de quartiers très isolés auront de profondes conséquences. La ségrégation de la population doit sûrement subir, de manières très variées et moins subtiles, des modes traditionnels de l'inégalité sociale.

44. Voir par exemple B. Robson, *Urban Analysis. A Study of City Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

activités des propriétaires, des constructeurs d'habitations, des entrepreneurs et des sociétés qui ont besoin de terrains comme les universités qui possèdent un pouvoir indéniable. Leurs décisions, leurs besoins, ont une portée immédiate dans la distribution des ressources urbaines.

Une dernière remarque générale, sur l'opinion de Pahl concernant la sociologie urbaine, fait voir encore une fois les similitudes entre ses intérêts et ceux de Rex. Pahl la considère aussi axiomatique que, dans le système urbain, le conflit est endémique. Comme Rex, quoique sur la base de raisonnements plus détaillés, il montre comment ces conflits vont tourner autour des intérêts engendrés par la distribution inégale des biens. De plus, comme Rex, il semble intéressé, dans l'analyse finale, aux questions de pouvoir.

En lisant les livres et les articles de Pahl, on remarque que ces aspects de sa pensée reviennent à plusieurs reprises. On trouve que les parallèles avec Rex sont explicitement notés et commentés les liens avec les idées de stratification. Cependant, il manque malheureusement des conclusions générales. Pahl se réfère fréquemment à l'idée de types de logements mais sans jamais l'étudier à fond. Les liens avec la stratification sociale, et aussi avec d'autres secteurs de la discipline, sont représentés presque comme des sujets à rejeter. Les bases théoriques peuvent être déduites de ses tentatives d'esquisser la nature des recherches à faire, mais elles ne sont jamais clairement exposées ni articulées avec soin. Cela enlève à l'œuvre de Pahl beaucoup de son utilisation possible.

Si nous essayons de repérer dans son œuvre un cadre sociologique reconnaissable, si nous essayons de tirer des conclusions de ses définitions de la sociologie urbaine, il semble que nous soyons obligés de conclure qu'il adopte, en effet, la position de Weber. Son interprétation des manières dont la distribution des ressources, qui n'est pas faite au hasard, affecte les « opportunités de vie » des gens encourage certainement cette interprétation. Sa manière de traiter « Poverty and the Urban System [45] » reflète non seulement une prise de conscience de l'un des principaux thèmes de la dernière décennie, mais aussi l'examen des manières par lesquelles les opportunités de vie deviennent moins intimement liées à la structure d'occupation et plus dépendantes de la distribution des autres ressources de la ville.

À l'opposé de Rex, il ne met pas l'accent sur le point crucial de la sociologie webérienne, l'orientation d'actions mais il semble raisonnable de conclure que, lorsqu'il nous encourage à étudier les administrateurs du système urbain, nous devrions approfondir leurs conceptions des structures bureaucratiques dans lesquelles ils se situent. Sans aucun doute, devrions-nous aussi essayer d'étudier leurs interprétations des systèmes de distribution qu'ils opèrent. Si cette interprétation est acceptable, nous atteignons alors un autre point sur lequel plusieurs études se rencontrent. Non seulement Rex et Moore n'exigent pas que nous étudions les orientations de ceux qui sont logés différemment quant au logement, mais Haddon [46], aux travaux duquel nous nous sommes déjà référé, reprend un thème semblable, thème qui semble compléter les sujets préférés des enquêtes de Pahl. Haddon suggère que, lorsque nous étudions les situations de logement

45. R. Pahl, « Poverty and the Urban System », *in Spatial Policy Problem in the British Economy*.

46. R. Haddon, « A Minority in a Welfare State... », *New Atlantis*, p. 133.

des groupes d'immigrants (et nous pourrions aisément étendre la sphère d'intérêt au-delà de ces nouveaux venus), nous devrions concentrer notre analyse sur « la manière dont une population donnée adapte les institutions et les règles d'éligibilité du marché du logement [47] ». Pahl nous ferait étudier ceux qui administrent le système. Haddon dirige notre observation vers les différentes manières dont les populations particulières interprètent les règlements et cherchent à les adapter. En effet, la plupart des études récentes sur le logement ont fini par considérer comme des problèmes la mise en œuvre de tels règlements et les réactions qu'ils rencontrent. Nous sommes invités à observer les parties impliquées dans ces adaptations. Nous sommes encouragés à étudier les confrontations entre les groupes qui diffèrent de façon notoire en ce qui concerne le pouvoir.

Tout cela semblerait souhaitable mais la valeur particulière de l'accent, mis par Pahl sur les administrateurs du système, est qu'elle semble bien correspondre à ce que nous croyons être la direction évidente des recherches futures de la stratification sociale. Depuis trop longtemps nous avons concentré nos descriptions et nos analyses sur la classe ouvrière. Cela vient sans doute en partie des inclinations cryptomarxistes de plusieurs sociologues « bourgeois ». En Grande-Bretagne au moins, cela découle en partie du désir d'amélioration souvent remarqué qui détermine beaucoup de nos travaux. Mais l'effort disproportionné que l'on gaspille dans cette direction nous laisse dans une ignorance consternante des groupes bourgeois. Comme résultat, nous connaissons très peu de choses au sujet du maintien des privilèges. Nous sommes profondément ignorants des mécanismes par lesquels ceux qui détiennent un certain pouvoir cherchent à maintenir leurs positions, à l'opposé des moyens par lesquels ils cherchent à s'assurer que les défavorisés restent dans leur état. Les études sur ceux qui exercent un certain pouvoir dans le système urbain constitueraient une contribution appréciable dans cette direction.

Ainsi, l'objet de cet article, croyons-nous, est tout à fait clair. La sociologie urbaine a été depuis trop longtemps dans le marasme. Elle a manqué de mise au point ; elle a manqué de théorie. Il nous semble que l'intérêt grandissant porté aux problèmes sociaux durant toute la dernière décennie nous a fourni un ensemble de résultats et une série de phénomènes qui exigent une explication. De plus, c'est au niveau local, celui du système urbain, qu'on doit la trouver. Le cadre de références conceptuel le plus prometteur, qui s'est jusqu'ici dégagé de ces problèmes, montre une certaine unité. Il prend comme point de départ des idées bien établies, tirées de la stratification sociale, et cela n'est pas tout à fait imprévu. Cela se produit ainsi parce que les problèmes, que les auteurs débattent, découlent de ce qui a été pendant longtemps la question cruciale de la stratification sociale, celle du pouvoir.

La tendance générale des études récentes est qu'il faut en venir à voir la ville comme un système. Nous devrions la considérer comme une arène dans laquelle des groupes aux intérêts différents se disputent le pouvoir. Il faut essayer de comprendre la création et le maintien de tels groupes en étudiant comment se fait la distribution des ressources, et comment les inégalités sont structurées. De cette façon, la compréhension de nos villes et la compréhension de la stratification sociale avanceront simultanément.

47. R. Haddon, « A Minority in a Welfare State... », *New Atlantis*, p. 133.

Il est important de comprendre nos villes, car c'est dans ces lieux que se jouent nos vies. C'est dans nos villes que nous faisons l'expérience des inégalités qui imprègnent nos sociétés [48]. Dans leurs rues et leur environnement, nous apprenons à nous conduire avec déférence ou avec confiance. Les rues et les voies ferrées, les parcs et les canaux forment les frontières non seulement de nos vies sociales mais aussi de notre expérience. C'est là que se développe notre conception de nous-mêmes et de notre société ; c'est là que se forme notre conscience sociale.

RÉSUMÉ

Cet article constitue une analyse critique de diverses tentatives de transplantation des concepts théoriques provenant d'autres domaines — notamment celui de la stratification sociale — à la sociologie urbaine. Ces efforts s'expliquent en grande partie par le fait que les transformations socio-économiques fondamentales affectant la ville n'étaient pas (et peut-être ne seraient pas) analysables en fonction des cadres théoriques traditionnels. Les récents travaux de certains auteurs, tels que Pahl et Rex, tout en étant critiquables sous maints aspects, ouvrent de nouvelles voies, et pour l'étude des problèmes urbains nouveaux, et pour la synthèse théorique des concepts plus traditionnels. En effet, en orientant l'attention sur l'étude de la pauvreté, sur le phénomène de privations cumulatives, sur la situation des immigrants récents, sur l'administration de l'habitat et sur le gouvernement des systèmes urbains globaux, ces auteurs ont mis en relief le problème du pouvoir dont la conceptualisation doit être à la base de toute théorie de la stratification. Quant aux études concernant l'histoire urbaine, bien qu'elles aient été en grande partie effectuées par des historiens, elles ont été dominées par la problématique traditionnelle de la stratification.

ABSTRACT

[*The Urban System and the Structuring of Inequality*] This article constitutes a critical analysis of different attempts to transplant theoretical concepts coming from other domains — notably social stratification — into urban sociology. These efforts may be explained largely because the socioeconomic transformations which affect cities were not (and cannot be) analysable according to traditional theoretical schemes. The recent works of certain authors, such as those of Pahl and Rex, while being criticisable in many respects, open new paths both for the study of new urban problems and for a theoretical synthesis of more traditional concepts. Indeed, by directing attention towards a study of poverty, towards the phenomenon of cumulative deprivations, towards the situation of recent immigrants, towards the administration of living conditions and towards the government of overall urban systems, these authors have outlined the problem of power, the conceptualization of which should form the basis for all theories of stratification. The studies of urban history, even though most of them were done by historians, have been dominated by traditional perspectives on stratification.

RESUMEN

[*El sistema urbano y la estructura de desigualdades*] Este artículo constituye un análisis crítico de diversas tentativas de transplantación de conceptos teóricos provenientes de otros dominios — esencialmente el de la estratificación social — a la sociología urbana. Estos esfuerzos se esplican en gran parte por el hecho que las transformaciones socioeconómicas fundamentales afectan la ciudad que no estaba (y que tal vez no lo estará) analisable en función de marcos teóricos tradicionales. Los trabajos recientes de algunos autores como Pahl y Rex, apesar de ser

48. Les historiens ont commencé à faire des études intéressantes sur ces thèmes. Voir, par exemple, H. Dyos, *The Study of Urban History*, Londres, Edward Arnold, 1968, où J. Foster présente un ouvrage suggestif : « Nineteenth Century Cities. A Class Dimension », p. 281-299. Une publication américaine reprend des thèmes semblables : S. Thernstrom et R. Sennett, *Nineteenth Century Cities*, New Haven, Yale University Press, 1969.

criticables en muchos aspectos abren nuevas vías, para el estudio de problemas urbanos nuevos, y para la síntesis teórica de conceptos más tradicionales. En efecto orientan la atención hacia el estudio de la pobreza, hacia el fenómeno de privaciones cumulativas hacia la situación de los imigrantes recientes, hacia la administración de la vivienda y hacia el gobierno de sistemas globales urbanos, estos autores han puesto en relieve el problema del poder, donde la conceptualisación debe fundar toda la teoría de la estratificación. Respecto a los estudios concernientes a la historia urbana, apesar que ellos han sido hechos en su gran mayoría por historisistas, ellos han sido dominados por la problemática tradicional de la estratificación.